

LES AMIS DES COMBATTANTS EN ESPAGNE RÉPUBLICAINE

BULLETIN DE LIAISON N°39 - DÉCEMBRE 2021

LA MÉMOIRE DE LA GUERRE D'ESPAGNE : UN ENJEU MAJEUR POUR LA SOCIÉTÉ ESPAGNOLE

Il y a depuis longtemps deux forces opposées en Espagne sur le thème de la Mémoire de la guerre (1936-1939) et de la dictature franquiste qui l'a suivie.

La gauche réformatrice, même au pouvoir (1982/1996 puis 2004/2010) a toujours été réticente à rouvrir le livre de l'histoire de la guerre et de la dictature, même lorsqu'il s'est agi de faire quelques pas vers les victimes. Tandis que la droite, issue historiquement des mouvements franquistes, n'a pas ce genre de scrupules, pour elle, il n'est pas question de faire le procès des atrocités de la guerre et encore moins, celui de 35 années de dictature !

C'est sans compter avec la société espagnole et son évolution naturelle... Aujourd'hui, 82 ans après la fin de la guerre, 46 ans après la mort du dictateur, la 3^e génération veut comprendre ce qui s'est passé. Les petits et arrière-petits-enfants des victimes, des vaincus veulent connaître le passé. Ils ouvrent les boîtes en cartons ou en fer, bien rangées, cachées au fond des armoires, comme l'ont fait les petits-enfants du photographe catalan, Antoni Campaña.

Aujourd'hui, comme eux, beaucoup de ces petits-enfants de Républicains veulent marcher sur les traces de leurs grands-parents, ils visitent les bunkers, ils découvrent les tranchées sur les terribles champs de bataille de l'Ebre, ou simplement, ils désirent pouvoir enfin se recueillir sur la tombe du soldat ou devant une plaque rappelant son combat.

Ainsi, grâce à cette nouvelle génération, l'Espagne redécouvre son passé meurtri. Cet engouement explique pourquoi le pays, les régions misent de plus en plus sur le tourisme mémoriel, notamment dans les régions autonomes les plus touchées par la bataille de l'Ebre ou le front d'Aragon.

Si le phénomène touche toute l'Europe depuis des décennies, porté en particulier par l'histoire des deux guerres mondiales, il est très récent en

SOMMAIRE

Page 1 - La mémoire de la guerre : un enjeu majeur pour la société espagnole
Page 3 - Assemblée générale de l'ACER
Page 4 - Hommage à Joseph Almudever (1919-2021)
Page 10 - Présences de l'ACER
Page 12 - Hommage aux bridadistes corréziens à Gourdon-Murat
Page 13 - Commune de Paris : une montée au mur des fédérés historique
Page 14 - Journées d'hommage à Almansa
Page 16 - Notes de lecture
Page 18 - Joséphine Baker
Page 19 - Almudena Grandes nous a quittés
Page 19 - 80^e anniversaire de la déportation des indésirables en Algérie
Page 21 - Hommage aux combattants portugais au camp de Gurs
Page 21 - Vallejo Nagera
Page 23 - Fête de l'Huma 2021
Page 24 - Sites, adhésion

À l'occasion du 150^e anniversaire de la Commune de Paris, nous avons convoqué le souvenir des volontaires du Bataillon Commune de Paris en Espagne Républicaine



Espagne. D'abord, parce que jusqu'à la mort du dictateur en 1975, cela était interdit - exception faite du site du Valle de los Caídos, phagocyté par la mémoire des vainqueurs - ensuite parce que sous prétexte de réconciliation, près de quarante ans d'histoire de l'Espagne (guerre puis dictature) ont été ensevelis dans l'oubli.

La volonté des jeunes générations de redécouvrir leur passé bouleverse la donne mais également la volonté des collectivités et des entreprises du secteur, qui y voient l'occasion de préserver les vestiges de l'histoire en plus d'une manne financière potentielle.

À cela s'ajoute la valeur éducative que représentent ces initiatives. Aujourd'hui, des écoles, collèges et lycées, voire des universités organisent des activités pédagogiques sur les théâtres historiques des batailles. Il faut y ajouter le formidable travail mémoriel des associations d'enfants des victimes qui depuis plus de vingt ans ont travaillé seules, d'abord, pour fouiller le sol à la recherche des fosses communes du franquisme.

Aujourd'hui, même faiblement, elles sont aidées par les pouvoirs publics et certaines collectivités.

L'intérêt pour les recherches, les fouilles des fosses et l'engouement nouveau pour ce tourisme mémoriel des années noires trouve aussi, sans doute, une explication, dans la volonté affichée depuis un an du gouvernement de gauche présidé par le socialiste Pedro Sanchez de faire adopter une nouvelle loi mémorielle dite « Mémoire démocratique ».

Mais au fait, où en est l'Espagne, aujourd'hui, des lois, des actes, pour un réel travail de mémoire et solder, peut-être, les années du franquisme ?

Faire le point, c'est d'abord, rappeler l'histoire :

À la mort de Franco, en 1975, la volonté de toutes les forces politiques, y compris celles dont les membres ont payé un lourd tribut aux années de dictature, est de passer très rapidement à la démocratie.

Ça sera « le pacte de l'oubli » et l'amnistie pour tous (1977). Le PCE et le PSOE s'accordent avec la droite issue des mouvements franquistes



Archive MRN

: pas de jugement du franquisme, reconnaissance du PCE, élections libres, instauration de la monarchie parlementaire. On tourne la page sans régler les comptes au nom de la paix civile. C'est le consensus démocratique qu'illustre en 1978, la première constitution démocratique du pays depuis 1931 (II^e République). Rien contre les bourreaux, et donc rien pour les victimes. On écrit une histoire officielle équilibrée qu'illustrent parfaitement les manuels d'histoire pour les écoliers.

Ce rappel est important pour comprendre qu'il faille attendre 2007 pour voir un gouvernement (celui du socialiste Zapatero) entamer pour la première fois depuis la fin de la dictature, un véritable travail de mémoire avec la volonté de condamner le franquisme et d'honorer ses victimes.

Cette loi mémorielle de 2007 dite « loi de la Mémoire historique » que dit-elle, que promet-elle ?

- elle déclare le régime franquiste comme totalitaire, contraire à la liberté et à la dignité de tous les citoyens ;

- obligation est faite à l'État, aux régions et aux communes de retirer de l'espace public les symboles et monuments qui font allusion au franquisme. C'est dans ce cadre que la dernière statue de Franco à Madrid, disparaît.

- l'État et les collectivités doivent s'impliquer dans la recherche de la localisation des fosses communes du

franquisme et aider les associations de victimes ;

- la loi n'annule pas les actes des procès du franquisme contre leurs opposants mais déclare illégitimes les tribunaux et leurs sentences, ouvrant la voie aux annulations et révisions ;

- le droit à la naturalisation pour les descendants des exilés espagnols, victimes du franquisme ainsi qu'aux combattants des Brigades internationales et leurs descendants.

Les intentions sont là, mais les moyens d'application, tant politiques, juridiques que financiers manquent. Malgré quelques avancées, cette première loi ne sera pas réellement mise en œuvre. Surtout, la loi de 1977, le pacte de l'oubli, n'est pas abolie.

Le second gouvernement Sanchez, d'alliance des gauches (élu fin 2020), promeut une nouvelle loi, dite « Mémoire démocratique » adoptée par le gouvernement cet été 2021, elle entre en discussion au Parlement espagnol cet automne.

Plus volontariste que la première, elle a débuté par un acte aussi fort que symbolique, l'exhumation de la dépouille de Franco de la Valle de los Caídos.

Que dit ce projet de loi, fort de 66 articles répartis en 5 parties ?

- Interdiction d'organismes, de sociétés, d'associations ou de fondations qui font l'apologie du franquisme, la première visée étant la fondation Franco, très puissante (et riche), c'est elle qui possède les archives du dictateur ;

- Restitution des biens volés par la famille Franco à l'État et aux victimes spoliées ;

- Faire de la Valle de los Caídos un cimetière civil et un lieu de mémoire (aujourd'hui dirigé par des religieux pro-franquistes) ;

- Condamnation du coup d'État militaire de 1936 et de la dictature ;

- Déchéance des 37 familles anoblies durant la dictature franquiste ;

- Déblocage de fonds publics pour aider les familles des victimes du franquisme à rechercher dans les fosses communes les 100 000 disparus (aide à l'exhumation des 3 000 fosses) ;



- Révision des manuels scolaires pour éviter l'équidistance entre victimes et bourreaux ;
- Annulation des condamnations des Républicains après la guerre et rétablissement de la dignité des victimes ;
- Création d'un Parquet pour enquêter sur les violations des droits de l'Homme durant la guerre et les années de la dictature.

Jamais une loi n'a été aussi loin dans la reconnaissance des crimes du franquisme et dans la réhabilitation des victimes. Une chose manque cependant, l'abrogation de la loi d'amnistie de 77.

Malgré tout, comme en 2007, pour la droite (PP) et l'extrême-

droite (VOX), ce projet de loi est une rupture « du pacte de 1977 » et donc inadmissible. De l'autre côté, des questions sur les moyens de réparation aux victimes doivent être posées car cela reste flou dans la loi, tout comme le sont, les moyens de faire appliquer cette loi.

Mais, aujourd'hui, le statu quo ne fonctionne plus. Les nouvelles générations revendiquent la mémoire des vaincus et la dignité de leurs grands-parents. À l'inverse, les héritiers du franquisme ressortent les thèses insultantes justifiant le coup d'État de juillet 1936.

Pour l'historien Julian Casanova, cela s'explique par le fait qu'il n'y ait pas eu durant des décennies

de véritable politique publique de la mémoire : « le passé ne passe plus ». La création d'un Ministère public de la Mémoire démocratique et des Droits de l'Homme permettra-t-elle d'aplanir les divisions mémorielles ? Les discussions au Parlement d'abord, l'application réelle de la loi ensuite nous le diront.

En attendant, l'ensemble de la classe politique espagnole et finalement, tous les Espagnols pourraient méditer la célèbre phrase du Maréchal Foch « un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir ». Il est temps de retenir cette leçon.

Bruno BELLLOT

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ACER, JUIN 2021

Le 12 juin 2021, nous avons pu –enfin– tenir notre Assemblée Générale au Nouveau Musée de la Résistance à Champigny pour approuver les comptes des exercices 2019 et 2020. Malgré la pandémie, le rapport d'activités a montré que si des activités avaient été très ralenties ou même stoppées, nous avons essayé de garder le lien avec nos adhérents au moyen de bulletins et newsletters ; nous avons fait l'apprentissage de la visio-conférence pour rester en contact entre les membres du bureau et aussi au niveau international.

Plusieurs projets d'avenir ont été esquissés comme celui de créer une collection pour éditer des récits que des brigadistes ont rédigé à leur retour d'Espagne et qui sont très peu connus.

Par ailleurs, une convention avec les Presses Universitaires de Rennes a été signée pour la parution des Actes du colloque Solidarias 2018 au printemps 2022.

Enfin, ce fut l'occasion de partager la paella dans une ambiance de retrouvailles, avant de participer à la visite de l'exposition permanente du Musée commentée par son Directeur Thomas Fontaine et Manuel Mingot-Nicaise, archiviste-médiateur.



JOSEPH ALMUDEVER (1919- 2021)

Joseph Almudever a écrit un livre de souvenirs : **El Pacto de no intervención, Pobre república – Memorias del Miliciano y Brigadista José Almudever Mateu**. Ceux qui lisent l'espagnol y trouveront un témoignage détaillé et précieux sur sa vie et ses combats.

Mais nous avons aussi eu la chance pendant nos voyages mémoriels d'écouter ses récits consignés par Rémi Thomas qui tente ici de retrouver quelques uns de ces souvenirs...

Pour les resituer, il aura souvent recours au livre de Joseph ainsi qu'aux récits transmis durant les voyages.

Rémi Thomas nous fait en préambule une courte présentation de la famille Almudever.

Les parents de nos amis Vicente et Joseph Almudever avaient dû émigrer en France en 1914 pour raisons économiques ; c'est ainsi que Vicente naît à Narbonne le 6 juillet 1917 puis Joseph à Marseille 30 juillet 1919. Ensuite la famille Almudever s'installe à Lodève où naissent Jean en 1922 et Noël en 1923.

Ils viennent en Espagne en 1929, à Alcasser, à proximité de Valence, ville natale de la mère de nos amis.

M. Almudever est maçon, il monte à Alcasser le syndicat du bâtiment. Il organise une grève pour obtenir l'alignement du salaire journalier des ouvriers du bâtiment d'Alcasser sur celui de Valence. La grève est victorieuse mais en représailles le patronat de la région décide qu'Almudever n'aura plus jamais de travail. Il se rend alors à Casablanca où se trouve déjà son beau-père, il reprend son métier de maçon ; quand il a économisé suffisamment d'argent, il fait venir sa femme et ses quatre fils.

Mais, en 1931, ils doivent retourner à Alcasser. La République a été proclamée ; les choses ont commencé à changer et M. Almudever peut retrouver du travail.

Les parents Almudever sont des socialistes convaincus : le père est sympathisant d'Indalecio Prieto et la mère de Largo Caballero. On peut ajouter que Mme Almudever était regardée comme un phénomène dans le village car elle fut la première femme à se déplacer en bicyclette dans Alcasser !

Février 1936, le Frente Popular remporte les élections législatives, c'est une explosion de libertés nouvelles pour la société espagnole. 18 juillet 1936, l'armée, les forces les plus réactionnaires, perpètrent contre le gouvernement élu un coup d'état qui recevra très vite l'appui militaire de l'Allemagne nazie, de l'Italie fasciste mais aussi l'appui financier de grandes entreprises anglaises et américaines.

Vicente (19 ans) et Joseph (17 ans) vont prendre les armes pour défendre la République, mais ils s'engageront dans des unités différentes.

Vicente rejoint début septembre 1936 un bataillon de la JSU formé à Valence¹, il se battra sur les fronts de Madrid et sur l'Ebre ; Joseph sera dans le pays valencien et en Aragon : il se battra sur le front de Teruel ; durant la guerre les deux frères ne se verront donc pas.

Joseph se rend à Valence au couvent des Dominicains où le Parti Socialiste forme le bataillon Pablo Iglesias. Il y est incorporé, avant de rejoindre une autre unité qui part pour le front le dimanche 13 septembre. Mais pour cela il avait le 15 août 1936 demandé à la mairie d'Alcasser un certificat indiquant qu'il avait 19 ans et non 17 ans !

Joseph Almudever veut se battre mais il nous dira un jour : *« J'ai été lieutenant mais je n'ai jamais porté mes galons parce que je suis antimilitariste. Ce n'est pas moi qui ai déclenché cette guerre, je me défendais, c'est tout. »*

L'unité de Joseph part pour la province de Teruel.

« Je suis arrivé sur le front de Teruel en septembre 1936 et en suis parti en mai 1938 après avoir été blessé. J'ai fait presque tout le tour de la ville. »

Son livre explique en détail ce que fut ce « tour de ville ».

Jusqu'au 30 septembre 1936, Joseph fut à Valacloche (à 21 km de Teruel), puis à Cubla (à 3km de Valacloche). Le 20 novembre, il prend position dans une tranchée glaciale.

Est-ce à ce moment-là qu'arriva ce qui suit ?

« J'avais mis mes pieds devant le feu, les souliers brûlaient mais je ne sentais rien, alors je retire les chaussures, je vois que mes orteils sont noirs : ils sont gelés ! Les années suivantes mes ongles de doigts de pied tombent régulièrement. Mais j'ai continué à me battre, je n'avais aucune douleur. »

Joseph nous dira aussi : *« Au front nous mangions essentiellement des lentilles. Des colis pour le front arrivaient d'un peu partout, même du Canada ! Du Canada, c'était surtout du tabac. »*

Le 5 décembre il quitte la tranchée pour revenir à Cubla.

Le 26 décembre 1936, ils apprennent qu'il faut attaquer Teruel pour soulager le front de Madrid. Joseph participera à l'offensive, à proximité de Teruel.

Au début de février 1937, il passe quelques jours de permission dans sa famille à Alcasser.

Le 19 février 1937, sa permission est terminée, il se rend à Valence puis à Utiel, à 72 km de Valence et enfin à Cascante del Rio (23 km au sud de Teruel).

L'unité de Joseph est positionnée en face de Villastar (province de Teruel, 10 km au Sud / Sud-Est de Teruel) localité occupée par les fascistes.

Le 7 mai 1937, le commandant Sellens transmet l'ordre de l'état-major : se positionner à Bezás (province de Teruel, 23 km à l'Est de Teruel).

Le 30 juin 1937, le commandant Alba informe Joseph que le ministre de la guerre Indalecio Prieto a ordonné



de « démilitariser » les moins de 18 ans.

Joseph retourne alors à Alcasser où il est élu secrétaire général de la section locale de la JSU et directeur de la ferme coopérative de la JSU.

En septembre 1937, les jeunes de 18 ans sont mobilisés, cela pourrait donc concerner Joseph qui est né le 30 juillet 1919. Mais du fait de sa naissance à Marseille, il ne figure sur aucune liste, il décide donc à nouveau de se porter volontaire.

Il se rend à Torrent, à 10 km de Valence. Il y devient sergent instructeur.

Au début de mars 1938, les recrues du pays valencien, dont Joseph, vont au front. Ils prennent le train pour Mora de Rubielos (45 km à l'est de Teruel). Joseph est affecté à la 28^e division.

Joseph nous fit le récit de ce qu'il vécut sur le front de Teruel le 5 mai 1938 : « *Devant notre section, il y avait un de nos bataillons, mais en face, les franquistes alignaient une division. Et puis le bataillon s'est retiré sans nous prévenir. Le lieutenant me dit d'aller chercher du renfort, je lui dis : « Mais personne ne me connaît. Allez-y vous, moi je m'occupe de la section.»*

Je vais voir pourquoi notre mitrailleuse ne tire plus. J'y arrive, il y avait un mélange de chairs et de ferrailles. Une bombe était tombée sur eux. Je pense alors qu'il n'y a plus rien à faire ici et qu'il faut évacuer. Nous avons un guetteur près d'un puits, comme la mitrailleuse est détruite, je lui dis de se retirer plutôt que se faire tuer pour rien.

Nous étions encore dix-sept. J'étais passé par une tranchée profonde de 20 centimètres. Quelle connerie, cette tranchée ! Ils ne m'avaient pas tiré dessus. Je me suis dit : « Ils n'ont pas tiré parce qu'ils ont pensé que d'autres vont venir. »

Rémy Thomas (RT) : En somme, ne pas tirer, c'était une sorte de piège ?

Joseph Almudever (JA) : Oui, enfin j'ai supposé. J'avais aussi repéré une tranchée d'évacuation qui montait par une colline, c'est idiot de faire une tranchée sur une colline face aux autres ! Cette tranchée qui montait sur la colline avait déjà été la cible de tirs, elle était presque démolie.

Je leur ai dit : « Il ne faut pas passer par où je suis déjà passé parce que là ils vont tirer ; il faut prendre la tranchée sur le flanc de la colline parce qu'ils ne se douteront pas que nous passerons par là ». J'avais avec moi deux soldats, un Andalou et un d'Alcasser, Paco. Arrivent deux caporaux, ils veulent ordonner aux deux soldats de passer devant eux, sur le chemin que j'ai déjà emprunté. Je leur dis : « Ces deux soldats, ils sont sous mes ordres, donc vous n'avez pas d'ordre à leur donner ; vous vous avez des galons, donc vous faites ce que vous voulez. Allez-y si vous voulez mourir. »



Paco, d'Alcasser dit : « Je fais comme tu as dit. »

L'Andalou et les deux caporaux veulent faire autrement. Ils se font tuer tous les trois. Paco et moi, nous passons, il fallait connaître les méthodes ! Les douze autres sont restés dans une grotte, ils n'avaient rien voulu entendre ; ils avaient préféré se cacher là, j'ai su plus tard qu'ils avaient été tués par les Maures qui avaient carte blanche : s'ils tuaient quelqu'un, ils pouvaient lui faire les poches.

J'arrive au PC de la division, Jover, le Commandant de la Division, accuse le lieutenant, moi j'accuse l'état-major. J'explique que le responsable, ce n'était pas le lieutenant, mais le commandement qui aurait dû nous avertir que le bataillon s'était retiré.

Alors Jover sort son revolver et m'ordonne de retourner en première ligne. Je lui réponds : « Monsieur, en 36, je n'ai pas eu besoin de votre revolver pour aller en première ligne. »

Alors il rentre son revolver et il fout le camp.

Le lendemain, le capitaine de ma compagnie me dit : « Almudever, après ce que tu as fait hier, tu as droit à un jour de repos ; tu vas où tu veux. » Je vais vers un bouquet de pins ; j'aperçois quelqu'un, c'est un officier ; il me voit, il pleure ; il me dit : « Tu m'as sauvé la vie !

– Et, comment, je t’ai sauvé la vie ?
– Ils m’avaient dégradé condamné à mort, ils voulaient m’exécuter mais grâce à toi, je n’ai pas été exécuté. Dis-moi comment tu t’appelles, je ne t’oublierai jamais. »

Ils lui ont rendu les galons et ne l’ont pas fusillé. Mais ils lui ont interdit de retourner en première ligne. Je lui ai dit : « Ne vous en faites pas pour ça, vous êtes là depuis 36, laissez les jeunes y aller

– Vous êtes aussi là depuis 36 !

– Je suis aussi depuis 36 mais je n’ai que 19 ans »

Il me demande comment je m’appelle :

– Jose Almudever Mateu.

– Jeune homme je ne t’oublierai jamais de la vie.

Si le commandant de la division remet les galons au lieutenant et ne le fusille pas, c’est bien parce qu’il avait compris que j’avais raison.

Le lieutenant n’était pas responsable, c’est pour cela que je l’ai défendu.»

– RT : Quand on disait les choses clairement, on pouvait avoir gain de cause ? »

– JA : Oui, ça s’est passé comme ça avec Jover, mais avec d’autres je ne sais pas si ça se serait terminé comme ça.

Joseph Almudever gravement blessé le 25 mai 1938

« On voyait le sang couler du bras droit et de la poitrine, je chantais, les brancardiers m’entendent chanter, ils me disent alors de me rendre seul à l’ambulance. Je vois un soldat qui râlait sans pouvoir parler : une balle explosive lui avait arraché les dents et la langue ; je le soutiens du bras gauche, je l’amène à une ambulance.

Puis ils m’envoient dans un hôpital à Lorca, Andalousie. Mais je suis resté très peu de temps. On me renvoie au front, la blessure s’ouvre. Le capitaine me dit que je ne peux rester au front, c’est ainsi qu’on m’envoie dans un hôpital à Jativa près de Valencia. (L’année dernière je m’y suis rendu et le maire m’a remis un souvenir de cette visite.) »

Le 2 juin 1938, Joseph retourne dans sa famille à Alcasser. Il veut revenir au front mais en raison de ses blessures, l’armée s’y oppose.

Alors le 15 juillet 1938, Joseph se rend à Silla, une localité à 5 km d’Alcasser, car une batterie servie par des Brigadistes italiens est installée dans le moulin à riz de ce village. Il se présente comme Français ce qui lui permet de devenir Brigadiste.

Valence puis Puebla Larga

Le défilé des adieux eut lieu à Barcelone, en octobre 1938, mais il est peut-être moins connu qu’il y eut un événement similaire dans la zone centre, coupée de la Catalogne. En novembre 1938, tous les Brigadistes des fronts du Centre, du Levant et de l’Andalousie se réunissent à Valence où a lieu un Défilé de Despedida.

En décembre 1938, Joseph rencontre à Valence Emile Sabatier², chef du groupe franco-belge.

Le 10 janvier 1939, arrivée d’une commission du « Comité de Non-Intervention » comprenant le général

finlandais Yalander et le colonel français Bach.

– Le 13 janvier 1939, alors que j’étais à Puebla Larga³, à l’état-major du groupe franco-belge, j’apprends qu’un volontaire italien s’est pendu dans une localité à 40 km au Sud de Valence. Le commandant me demande d’aller voir ce qui s’est passé, je parle au commissaire politique de l’unité de ce volontaire. Il me dit que l’Italien a été désespéré d’apprendre que la France lui refuserait l’asile politique !

Il y a eu un cas du même genre dans une localité 30 km au nord de Valence : deux Tchèques se sont tués pour la même raison. »

Dans son livre, Joseph Almudever précise que ces deux Tchèques étaient dans la batterie d’artillerie de Sagunto (Sagonte, province de Valence).

Joseph nous explique comment et pourquoi il aida au mariage de cinq Brigadistes avec des femmes espagnole : « Daladier avait déclaré : « Je ne laisserai rentrer en France des femmes espagnoles mariées à des Français que dans la mesure où le mariage aura été prononcé par un juge. » Mais le juge dans le village parlait valenciano⁴ et comme moi aussi je parlais valenciano, j’ai rempli les formulaires et lui a signé et a mis les tampons. Ces cinq Brigadistes étaient un lieutenant d’aviation français, un lieutenant belge, un capitaine suisse, un capitaine français Marcel Debernardi⁵, un sergent italien. »

Le 17 janvier 1939, les Brigadistes quittent Puebla Larga pour se rendre au port de Valence.

De Valence à Barcelone

« Le 17 janvier 1939, la 129^e Brigade doit partir en bateau de Valence pour Barcelone. La 129^e était la dernière Brigade Internationale encore en Espagne. Daladier avait promis un bateau militaire pour nous escorter, Chamberlain en avait promis aussi un. Mais finalement, ils n’envoient rien ! Et les sous-marins allemands, l’aviation allemande nous attendaient ! L’état-major décide pourtant de tenter le tout pour le tout. Je ne savais pas que nous partions dans de telles conditions.

Le bateau appareille le 18 janvier vers 21h au lieu de 19h, nous traversons leurs lignes entre Palma de Mallorca et Castellon de la Plana. J’entends un bruit de moteur. Frayeur. Mais ouf, ce sont les Chatos ! Ils nous ont escortés jusqu’au port de Barcelone.

Nous arrivons à Barcelone le lendemain 19 janvier, personne ne nous attendait, on nous conduit jusqu’à la caserne Carlo Marx, j’entends à nouveau un bruit d’avions, c’était deux Stukas poursuivis par nos deux Chatos. Je me rends compte qu’un des deux Stukas (celui à gauche en descendant vers le Sud de Barcelone) est touché. Je décide de rester sur le seuil de la porte de la caserne parce que je n’ai pas envie de l’odeur du tabac et de l’alcool. J’entends à nouveau un bruit de moteur, c’est une grosse limousine noire (probablement une Hispano-Suiza), elle s’arrête devant la porte. Le premier à descendre, c’est le chef du gouvernement, le Dr Negrin, et le second, c’est André Marty. Le président se dirige vers moi, me





Joseph en interview avec un journaliste espagnol en 2015

tend la main et nous entamons une petite discussion, il bruinait et nous entendons un bruit assourdissant, nous regardons vers l'escalier de la caserne : deux personnages descendent à toute vitesse, le Dr Negrin se retourne vers moi et me dit : «L'ambassadeur du Mexique et l'attaché militaire du Mexique, un colonel.» Ils viennent à nous et prennent chacun d'un bras le chef du gouvernement et montent à l'étage de la caserne. Comme je sais qu'ils vont continuer à fumer et boire, je ne monte pas encore, je ne monte qu'au moment du repas. »

De Barcelone à Marseille

« Ensuite, ceux de la 129^e Brigade qui ont pu obtenir l'asile politique en France vont à Figueras, c'était le 18 janvier 1939. Le lendemain, 19 janvier, on nous décore, on nous donne un diplôme, 310 francs et on nous donne la nationalité espagnole. Le 20 janvier, on nous habille tous en civil, tous ces vêtements sont de la même couleur. Une fois tous en civil, je m'aperçois qu'il y a un lieutenant en uniforme mais cet uniforme est un peu différent de l'uniforme espagnol. Je demande à mon chef d'Etat-major, le commandant Emile Sabatier, qui est ce bonhomme. Le commandant me répond c'est un lieutenant d'artillerie de l'armée française, il était avec l'armée républicaine pour essayer un nouveau canon français, un 12 mm, maintenant il se retire avec nous. Arrivés à la gare de Cerbère, on descend du train et on s'aperçoit que la gare était hermétiquement fermée, on nous fait passer par devant un officier de l'armée française lequel nous donne un bol dans lequel il y a un liquide blanc comme le lait, mais ce n'est pas bon ! De celui-là, on passe à un autre qui nous fait descendre les pantalons. Il nous examine puis nous fait remonter les pantalons. Puis on passe devant un autre qui nous met un vaccin à chaque bras. Finalement, on sort et on se dirige vers

une cabane où se trouve la commission envoyée par le Comité de non-intervention. Le chef de cette commission, le général finlandais Yalander, nous donne une feuille de route. Il me demande où je veux aller, je lui dis à Casablanca où réside mon grand-père et il me donne la feuille de route.

Les gendarmes qui entouraient la cabane me demandent la feuille de route et en voyant où je vais, ils me demandent où je suis né. Je leur réponds à Marseille. Ils me répondent : «Tu vas à Marseille et si la police marseillaise te laisse partir, nous on s'en lave les mains.»

Nous arrivons à Perpignan, embarquons dans des cars vers la gare de Narbonne en raison d'un déraillement entre Perpignan et Narbonne.

J'arrive à Marseille le 22 Janvier et comme je suis obligé de changer de gîte tous les soirs, le 3 février je vais voir le consul espagnol pour lui demander un passeport espagnol pour rejoindre l'Espagne. Il me demande ma carte d'identité, mais je n'ai que le livret militaire de la 129^e B.I. Voyant cela, il me dit : «Jeune homme je ne peux pas te faire un passeport.» Il me demande si je tiens tellement que ça à aller à Valence. Comme je lui réponds que oui, il ajoute que dans ces conditions, il va me donner une lettre pour le commandant d'un petit navire anglais, le Stanwil.»

De Marseille à Valence

« Je me présente le samedi 4 février pour partir. Le commandant accepte mais me dit de retourner à Marseille car il a une avarie et ne pourra sortir que le lendemain dimanche. Je lui dis que je ne peux sortir du port sans me faire arrêter. Il appelle un de ses hommes et il lui dit «Accompagne au Stanwil». C'est un navire en réparation, je vais y passer la nuit. Le lendemain matin, dimanche 5 février, avec 11 marins (dix Espagnols et un Soviétique) nous quittons le môle

du port de Marseille vers Valencia. Le lundi 6 février, vers 15 heures, à la hauteur de Palma de Mallorca, le bateau est arrêté. Or, comme je me trouve dans la cabine du second de bord qui m'avait offert son canapé pour pouvoir dormir, je m'aperçois que le bateau est arrêté, j'ouvre la porte et je me trouve face à un hydravion allemand et les deux mitrailleuses pointées vers la cabine. Donc je referme rapidement la porte de la cabine. 30 minutes plus tard, le second de bord vient me chercher en me disant de prendre des papiers d'identité. Or je n'ai que mon livret militaire de la 129^e B.I. Arrivé à la porte du bureau du commandant, il y a le marin soviétique. En voyant mon livret il me prend d'un bras et me soulève, de l'autre il prend mon livret militaire et, avec l'index, il me signale de rentrer dans la cabine du commandant. Là, il y a le commandant et un membre du Comité de non intervention, lequel me demande mon identité et le commandant lui répond : «Ce jeune est sous ma protection et je dois le débarquer à Valencia pour qu'il rejoigne ses parents». Le délégué dit : «Très bien» et je quitte le bureau et en sortant le marin soviétique en rigolant me rend le livret et je comprends à ce moment-là son geste.

Le lendemain, mardi 7 février, nous débarquons à Valencia, les 11 marins et moi. Et des policiers en civil du port nous attendaient et nous disent de rentrer dans un refuge avec les documents à la main. L'un d'eux en voyant mon livret militaire me prend du bras et me dit : «Toi jeune par ici» et il m'amène au bureau du commissaire. Celui-ci n'y était pas, il envoie un planton le chercher. Quand le commissaire arrive, il lui tend mon livret militaire. Le commissaire me regarde et me demande si je sais ce que j'ai fait. Je lui réponds : «Oui. On est bien encore en République ?» Il répond «Oui». Je lui dis «Donc, il y a encore de l'espoir ?» Il me dit «Oui.» Il me demande où je vais, je lui réponds «Alcasser où se trouvent mes parents et mes deux petits frères.» Il me demande l'adresse exacte pour pouvoir m'envoyer une feuille de route pour quitter l'Espagne quand viendra le moment où il n'y aura plus rien à faire. Il me demande ce que je veux faire, je lui réponds que je vais essayer d'entrer dans l'aviation. Il me répond qu'il s'en charge. Il appelle son chauffeur et lui dit «Prends ce jeune et amène-le à l'arrêt des autobus pour Alcasser.» »

Retour à Alcasser

« Je prends l'autobus pour Alcasser et je me rends compte en montant dans l'autobus qu'il se passe quelque chose d'anormal car le receveur ne vient pas encaisser et les quelques passagers pour Alcasser n'ouvrent pas la bouche. Arrivés au village, personne parmi les passagers qui auraient dû descendre au village, ne bouge. À peine une dizaine de mètres après être descendu, je m'aperçois que la porte de l'épicerie de la Mona est ouverte et les trois femmes se signent en me voyant et partent en courant. Une prend la rue de droite, l'autre la rue de gauche et la troisième s'engouffre dans une maison qui n'était pas la sienne. Je m'étais arrêté, perplexe.

Je reprends la marche et au bout de cinq mètres, une jeune femme se jette sur moi, me prend entre ses bras en m'embrassant et en pleurant et m'invite à aller chez elle. Je lui dis que je préfère aller d'abord chez moi et de chez moi, chez elle. Elle refuse disant que je dois venir chez elle. Par politesse, j'accepte. Il s'agit de Teresa Hernandez, fille du maire du village. Au lieu d'aller par le chemin le plus court, nous sortons du village et allons chez elle en passant par les orangeries. Nous arrivons chez elle, la porte de devant est ouverte en entier, je m'arrête sur le seuil et la mère qui était en train de balayer jette le balai ouvre les bras en criant «Joseph c'est toi ?» Je dis «Oui madame». En s'adressant à sa fille elle, lui dit «Va chercher sa mère mais fais attention à la façon dont tu vas lui dire pour quelle raison.» La fille sort et en m'adressant à la mère je dis «Madame Thérèse (c'était l'épouse du maire) je peux savoir ce qui se passe ?»

Elle me dit «Oui, fin janvier la mairie a reçu une note de la mairie de Castellon de la Plana laquelle disait que tu avais été exécuté le 18 janvier dans la matinée.» Ma mère arrive et elle n'en croyait pas ses yeux. Et on s'en va à la maison et les portes de la rue par où on passait se fermaient. Personne n'osait approcher, ni prononcer un seul mot. Arrivé à la maison, toutes les voisines pleuraient, dont la plupart de joie car elles me connaissaient. Entre temps, mon père qui était conseiller municipal et se trouvait à la mairie a été averti. Le maire, en entendant ça, lui dit «Reviens avec ton fils.» Mon père arrive à la maison. Et il me dit : «Viens, on s'en va à la mairie.» Arrivés à la mairie, le conseil municipal, au complet m'attendait. Le premier à me donner l'accolade, c'est le maire. Tout le conseil m'applaudit. Ils me reçoivent comme un héros. En sortant de la mairie, et en partant pour la maison, finalement ceux qui me connaissaient sont tous venus me saluer et se réjouir de mon retour.

Quelques jours après, je reçois une lettre de l'école d'aviation de la 4^e région aérienne de Valencia.

On me dit que ma candidature avait été agréée et que je devais me présenter le 1^{er} avril à l'école de la 4^e région de l'aviation, à Valence.

J'avais repris la direction des JSU pour le village.»

Alicante

« Le 29 mars je vais partir pour Valencia ; je vais voir ce que je dois prendre pour rentrer à l'école. Quelqu'un me dit : «N'y va pas, les fascistes rentrent par le Nord». Je reviens à la maison, je prends un manteau et avec mon père nous partons pour Alicante car nous espérons prendre un bateau pour quitter l'Espagne. Nous arrivons au soir du 29 mars dans le port d'Alicante. Quand la ville a été sur le point d'être prise, le désespoir a causé des dizaines de suicides.

J'ai assisté à une scène incroyable dans le port d'Alicante où les réfugiés espéraient monter sur un bateau. Une femme était couchée sur des sacs, elle était en train d'accoucher, un homme arrive et pose près de la tête de la femme un miroir pour se raser. Il commence à se raser et soudain il se tranche la gorge



avec son rasoir ! La femme a hurlé terriblement et puis elle a accouché !

C'est à Alicante que j'ai été fait prisonnier par les fascistes, ils ont pris mon père en même temps, nous avons été envoyés dans le camp d'Albatera. »

Le camp d'Albatera

« Au camp d'Albatera nous avions pour la journée, pour deux, une boîte de cinq sardines. Il y avait des constipés, et certains en sont morts ! Les gardiens espagnols ont été remplacés par des gardiens marocains : avec eux le régime était moins dur. »

En prison à Valence

« En 1942, j'étais en prison, à la Carcel Modelo de Valencia, le directeur a eu l'idée d'avoir une équipe d'escrime. Il demande qui veut en faire. Nous sommes huit qui nous présentons ; voyant cela, il paie un professeur d'escrime pour qu'il vienne nous donner des leçons. Le professeur vient et nous teste : le premier, le deuxième, le troisième. Ils ne conviennent pas. Le quatrième, c'est moi, nous commençons les assauts mais il n'arrive pas à me toucher. Alors il dit au directeur de la prison : «Prenez ce jeune comme instructeur, plutôt que moi, il est capable d'enseigner aux autres.» Je suis chargé d'instruire les sept.

Le directeur de la prison me dit : «Vous aurez toute liberté dans la prison, vous pourrez aller partout dans la prison» ; alors qu'on ne pouvait pas sortir de la galerie où on était enfermé ; «Vous pourrez aller vous doucher tous les jours» - alors que normalement c'était une fois tous les 21 jours.

Un jour, un prisonnier me dit qu'il voudrait se doucher; je l'amène et je dis qu'il est de l'équipe d'escrime.

Il y en avait un qui allait être mis au cachot, alors j'ai dit, non, il est de l'équipe d'escrime. C'est arrivé si souvent qu'un jour un prisonnier, de l'équipe d'escrime, me dit : «Tu sais ce qu'on dit de toi ? On dit que tu es communiste mais que tu ne voulais pas le dire.»

Il vaut mieux qu'on se rende compte de ce qu'on est à partir de ce qu'on a fait.

Pourquoi ce directeur de prison en faisait-il autant pour ses escrimeurs ? Il avait une sorte de folie pour l'escrime. Il avait organisé des compétitions avec des équipes qui venaient de l'extérieur ; il y a même une fois où le ministre des sports de Franco, un général était venu assister à une de ces compétitions. Je m'étais battu avec un escrimeur venu de l'extérieur, il avait appris avec un professeur mais pas moi, j'étais plus léger que lui, j'ai fini par le toucher. Je me souviens que le directeur de la prison avait dit au ministre : «Voyez comme ce jeune est agile.» »

Livrant ces souvenirs surprenants, Joseph avait commencé par expliquer que son talent pour l'escrime remontait à l'enfance : « À Lodève, il y a avait deux collines, celle de la vierge et celle de Saint Fulcran, le patron de Lodève, alors on se faisait des sabres en bois et on empêchait l'école catholique de venir à ces

deux collines. On savait donc se battre à l'épée. »

Mais évidemment il faut aussi se souvenir que la Carcel Modelo de Valencia, comme toutes les autres prisons d'Espagne, était surtout le lieu d'horreurs continues ; dans son livre Joseph parlera d'exécutions presque quotidiennes, il est lui-même l'objet d'une instruction qui pourrait le mener à la peine de mort.

Prison d'Aranjuez - Liberté – Lutte clandestine – Retour en France

Il ne me semble pas que Joseph nous ait parlé de cette période de sa vie durant les voyages mémoriels, nous tirons donc de son livre les informations qui suivent.

Le 25 septembre 1941, Joseph apprend qu'il est condamné à 12 ans et un jour de prison.

Le 25 juillet 1942, il est transféré à la prison d'Aranjuez. Là, montrant sa blessure de guerre, il échappe au transport vers un chantier de travail forcé, un canal dans la province de Séville.

Le 19 novembre 1942, il est mis en liberté conditionnelle.

Le 20 novembre 1942, il est de retour à Alcasser où il retrouve sa famille.

Il poursuit un travail politique clandestin dans la JSU.

Il aide les guérilleros qui descendent des montagnes pour faire des attentats.

Mais le 16 avril 1947, trois guérilleros sont fusillés.

Le 9 juillet 1947, Joseph prend le train pour Barcelone ; il se rend ensuite à Gérone puis Olot ; il est aidé, mais le parcours ne sera pas simple.

Le 12 août 1947, après avoir franchi clandestinement la frontière il est enfin en France.

Il arrive à Pamiers, le 14 août, où il connaît la grande joie de retrouver son frère, Vicente.

En 1948, son épouse, Carmen parvient elle aussi à franchir clandestinement la frontière.

¹ Témoignage de Vicente Almudever, il fera l'objet d'une publication ultérieure.

² Né en 1909, Emile Sabatier avait, dès juillet 1936, été volontaire pour défendre la République espagnole. Il épousera Angeles Mora, une infirmière espagnole communiste. Il se bat pour la France de septembre 1939 à juin 1940. Arrêté par Vichy, déporté en Tunisie, il s'évade, revient en France et s'engage dans la Résistance, il organise des maquis dans les Pyrénées orientales, l'Ariège, l'Aude et l'Hérault. Notre amie Angèle Campos, fille d'Emile Sabatier et d'Angeles Mora, a écrit sur ses parents un article paru dans le N°38 (Mars 2021) du journal de l'ACER.

³ Puebla Larga en castillan - Poble Llarga, en valencien - se trouve à 50 km au sud de Valence.

⁴ Au vu des autres explications de Joseph Almudever, il est très probable que ce village, soit Puebla Larga.

⁵ Celle que Marcel Debernardi épouse est interprète dans une batterie d'artillerie. Marcel Debernardi, venu d'Algérie en Espagne le 26/12/36, est chef de groupe dans la DCA internationale.

PRESENCES DE L'ACER

8 MAI 2021 - FONTENAY-SOUS-BOIS (Val-de-Marne)



À l'initiative de Loïc Damiani (à gauche), maire-adjoint mairie de Fontenay-sous-Bois (94), dévoilement d'une plaque avec les noms de deux brigadistes fontenaysiens tombés en Espagne

8 MAI 2021 - DRAVEIL (Essonne)



Amis et adhérents de la commune de Draveil devant le monument aux Brigadistes morts en Espagne

MAI 2021 - BORDEAUX

Participation de Claire Rol-Tanguy en visio-conférence à la journée de formation organisée par l'ONACVG et le Rectorat (Gironde/Pyrénées Atlantiques) en direction des professeurs d'histoire et d'espagnol sur la guerre d'Espagne, avec présentation de l'exposition ONAC-ACER.

AOUT 2021 - BERLIN - AG KFSR

Rémi Thomas a représenté l'ACER à l'assemblée annuelle de nos amis de KFSR (association

mémorielle allemande des volontaires allemands en Espagne républicaine) qui se tient traditionnellement à Berlin.

OCTOBRE 2021 - BOLLÈNE (Vaucluse)



Le 3 octobre, l'ACER était conviée à participer à la fête des Résistances organisée par le PCF de Bollène. Malgré une météo exécrable, la journée fut riche en échanges. Notamment des contacts furent pris avec l'ANACR de Bollène avec des projets de partenariat sur des projets à venir. Un moment d'émotion avec la visite d'un fils de Brigadiste, ce qui va permettre d'écrire la biographie de son père. Rendez-vous est pris pour l'année prochaine.

Démétrio GONZALEZ

22 OCTOBRE 2021

85e ANNIVERSAIRE des BRIGADES INTERNATIONALES

Hommage aux volontaires à la gare d'Austerlitz à Paris.



JUILLET 2021
COMMEMORATION DE LA BATAILLE DU MONT-GARGAN
en HAUTE-VIENNE



Le 18 juillet l'ACER était présente avec l'Ateneo Republicano du Limousin lors de la commémoration de la bataille du Mont Gargan en Haute-Vienne.

Du 18 au 24 juillet 1944, de violents combats opposèrent en ce lieu les colonnes Ottenbacher, Jesser et Gleiniger comprenant 4 800 hommes aidés par la 1^{ère} et 3^e cohorte de la milice aux 3500 FTP du colonel Guingouin. Cette région du Limousin était appelée par les Allemands « La petite Russie »

Cette bataille du Mont Gargan est la plus sévère livrée par des hommes de Guingouin (dont de nombreux Républicains espagnols) qui, au prix de 38 tués, 54 blessés et 5 disparus, ont réussi à freiner l'avance ennemie qui remontaient sur le front de Normandie.

Selon un document allemand retrouvé lors de la Libération, les pertes allemandes ont été lors de cette bataille de 342 soldats tués ou blessés.

Démétrio GONZALEZ

NOVEMBRE 2021
L'EXPO à la MEDIATHEQUE DE NAVES (Corrèze)

L'exposition ONACVG-ACER reprend son périple interrompu depuis deux années... On la retrouve en Corrèze à la Médiathèque de Naves où Georges Bertrant-Puig, de l'ACER, l'accompagne par une conférence sur les B.I.

Sur l'initiative du directeur de la médiathèque de Naves, Daniel Gutiez, notre exposition sur les brigades internationales est en place pour un mois. Elle est accompagnée d'affiches de la guerre d'Espagne (passage de l'Èbre, Belchite...) et surtout d'un diorama au 1/72^e évoquant les



premiers combats de la bataille de Madrid à Carabanchel (réalisation Daniel Gutiez et Marie de Grâce Alves). Pour la conférence de samedi, la situation sanitaire et le temps neigeux, n'ont pas déplacé le monde souhaité, mais les présents ont été intéressés par cette histoire pas suffisamment connue des Brigades internationales et la guerre d'Espagne.

NOVEMBRE 2021
STAND de l'ACER aux RENCONTRES D'HISTOIRE
CRITIQUE de GENNEVILLIERS (Hauts-de-Seine)



HOMMAGE AUX BRIGADISTES CORRÉZIENS À GOURDON-MURAT, LE 17 OCTOBRE 2021

A l'initiative de l'ACER et en partenariat avec la municipalité de Gourdon-Murat (Corrèze), s'est tenue le 17 octobre 2021 une commémoration avec dévoilement d'une plaque à la mémoire des Brigadistes Corrèziens recensés à ce jour. Une centaine de personnes avait répondu à l'invitation.

Ce projet a vu le jour en 2019, lors de la commémoration annuelle en l'honneur de Damien Magnaval.

Après la cérémonie, nous nous sommes concertés avec Dany Clemenceau, nièce de Damien et adhérente de l'ACER. Nous avons évoqué la possibilité d'honorer les Brigadistes Corrèziens par la création d'une plaque comprenant les 17 Brigadistes recensés à ce jour et mis en ligne sur notre site brigadesinternationales.fr. Cette plaque, fixée sur le monument existant en l'honneur de Damien, allait de ce fait servir de monument à la mémoire des Brigadistes.

Je dois signaler qu'un 18^e Brigadiste (Jean Chauvignat originaire de Malemort) vient d'être découvert, mais trop tard, la plaque ayant déjà été réalisée. Je pense que ce nom pourra être inscrit une fois prochaine.

Des envois de courriers aux différentes instances, afin d'expliquer ce projet suivi d'une souscription permettant de le financer a obtenu l'adhésion de nombreuses personnes et associations (voir liste des souscripteurs à la fin de cet article). Je dois préciser que la municipalité de Gourdon-Murat et la Chambre syndicale des cochers-chauffeurs m'ont répondu favorablement immédiatement.

À ce titre, je me dois de remercier toutes ces personnes qui ont permis de réaliser cette belle cérémonie :

- Étaient excusés : Mme la préfète, les ANACR locales du fait de leur congrès départemental.

- Étaient représentés : MM les Sénateurs Chasseing et Nougéin, M. le président du Conseil Départemental, le directeur de l'ONAC, M. le Maire de Chamberet.

- Étaient présents : Les Maires de Gourdon-Murat, de Lestards, de Pradines, de Grandsaigne et de Soudaine-Lavinadière. Une importante délégation de la Chambre syndicale des cochers-chauffeurs de Taxis CGT.

L'Ateneo Republicano du Limousin et Les Compagnons de la mémoire vivante d'Ussel. La section du PCF de Pradines.

La cérémonie commença par la prise de parole de M. Daniel Garais, maire de Gourdon-Murat qui salua l'engagement et le courage de ces 17 brigadistes partis combattre pour une Espagne libre. Il termina son intervention en précisant que dorénavant la stèle érigée en l'honneur de Damien Magnaval, tombé le 22 septembre 1938 lors de la bataille de l'Ebre, devenait ainsi le monument à la mémoire de tous les Brigadistes Corrèziens.

À la suite de M. Garais, M. Abid représentant de la

Chambre syndicale CGT des cochers-chauffeurs de Taxis prenait la parole pour évoquer la journée dramatique du 17 octobre 1961 à Paris. Il conclut : « *En nous réunissant ici, nous montrons notre fidélité au courage, à l'engagement et aux conquêtes des camarades qui comme Damien sont allés jusqu'au sacrifice ultime.* » Parmi ces 17 Brigadistes, quatre étaient adhérents à ce syndicat.

Puis Mme Amada Rousseaud-Pedrola, pour l'Ateneo Republicano du Limousin, prenait la parole en ces termes : « *Devant la stèle de Damien Magnaval nous avons toujours eu une pensée pour les nombreux brigadistes qui ont participé aux combats de l'armée républicaine, mais sans jamais pouvoir vraiment les nommer. Maintenant, grâce au travail sans relâche de l'ACER et entre autres des membres de la médiathèque Vézère Monédières Millesources, nous pouvons rajouter 16 noms à celui de Damien, d'autres camarades de lutte qui étaient tombés dans l'oubli et que nous pourrions commémorer.* »

Diego et Orio, les arrière-petits-neveux de Damien, ont alors dévoilé la plaque avant que soient cités les noms et les parcours des 17 Brigadistes. La cérémonie s'est terminée par le chant *El paso de l'Ebro* interprété par Raül, Diego, Oriol, Elina et Léa et une minute de silence.

Le verre de l'amitié, offert par la municipalité, attendait chacune et chacun à la salle polyvalente où Amada dédicait le livre qu'elle a écrit sur son père et la Retirada. Par ailleurs, Benoît Lelièvre de la Médiathèque Vézère Monédières Millesources, a présenté un fond documentaire sur la guerre d'Espagne.

Le financement de la plaque a été possible grâce à la souscription de plusieurs associations dont :

La chambre syndicale des cochers-chauffeurs de Taxis CGT Le PCF de Pradines (Corrèze) Les Compagnons de la mémoire vivante L'ANACR de Bugeat, L'ANACR de Treignac, l'Ateneo Republicano du Limousin et L'ACER.

Démétrio GONZALEZ





À l'évidence, l'activité militante, les campagnes d'affichage dans Paris et les réseaux sociaux, à en juger l'importance de la mobilisation populaire en ce jour du 150^e anniversaire de la Commune de Paris, n'y sont pas pour rien.

Cela faisait des semaines que le collectif « Commune 150 ans » travaillait pour préparer et faire de la montée au Mur, le 29 mai dernier, un événement exceptionnel. Pour le célébrer, à l'instar de toutes les organisations ayant répondu à l'appel des Amis de la Commune de Paris, l'ACER avait, de son côté, convié ses adhérents et ses amis à se retrouver Place de la République afin de participer à ce grand rassemblement populaire et festif prévu de longue date. Que de monde !

Pour se retrouver au cœur de la marée de drapeaux rouges, de banderoles et de pancartes qui submergent la Place de la République, rien de mieux que le drapeau de l'AVÉR. Un grand nombre d'entre nous s'y retrouvera. En outre, il nous aura permis de faire de nombreuses rencontres et de parler, à cette occasion, des volontaires engagés dans

les B.I., du Bataillon Commune de Paris, de la guerre d'Espagne et de nos activités mémorielles.

Tout au long de l'après-midi, nous distribuerons le petit tract édité pour l'occasion sur les B.I. et la Commune de Paris, et un plan des nombreuses tombes en rapport avec la guerre d'Espagne à usage des visiteurs du cimetière historique parisien.

Enfin, notre regroupement autour du drapeau de l'AVÉR nous permettra de prendre place dans le cortège alors en formation et appeler, dès après le discours de Roger Martelli, co-président des Amis de la Commune de Paris, à se mettre en mouvement sur le boulevard de la République pour s'acheminer vers le Père Lachaise. À l'unisson de la ferveur ambiante, nous n'étions pas en reste avec Pascal Gabay, à l'accordéon, pour entonner et chanter les incontournables du répertoire de la Commune, *Le Temps des Cerises* et *L'Internationale*.

Sur son parcours, le cortège prendra toujours plus d'ampleur au point, parfois, de marquer le pas et de faire du sur place pendant plusieurs minutes. Ce n'est qu'en fin d'après-midi que nous parviendrons

enfin aux abords du Mur des Fédérés où, après une halte devant les tombes des anciens brigadistes, la présence de la foule était dense et compacte.

Assurément, ce 150^e anniversaire de la Commune restera dans les annales des grandes manifestations populaires. Nous y étions. Pour la première fois depuis bien longtemps, nous avons refait avec les Parisiens qui ont répondu à l'appel des Amis de la Commune et des associations qui ont participé à la mobilisation populaire, le parcours de nos aînés pour nous rendre au Mur des Fédérés.

En cette année du 150^e anniversaire de la Commune de Paris et des Communards, nous avons convoqué et fait revivre le souvenir des volontaires des Brigades internationales et du Bataillon Commune de Paris. Durant la guerre d'Espagne, ces volontaires avaient pour étendard le drapeau de la Commune. Ils partageaient les idéaux de fraternité, de solidarité et d'émancipation sociale de la Commune. Ils portaient les mêmes valeurs d'engagement démocratique pour une société nouvelle

Combattre le fascisme aux côtés du peuple espagnol pour défendre la République de ce pays, c'était pour eux témoigner des idéaux et des valeurs de solidarité de la Commune en donnant du sens à leur engagement internationaliste.

La Commune n'est pas morte, vive la Commune.

Jean-Paul CHANTEREAU



JOURNÉES D'HOMMAGE AUX BRIGADES INTERNATIONALES À ALMANSA, PRÈS D'ALBACETE, NOVEMBRE 2021



À l'invitation de l'association Pablo Iglesias d'Almansa, Brunot Belliot a représenté l'ACER, au titre de la France pays invité cette année, pour ces journées d'hommage aux Brigades Internationales avec, au programme, conférences, rencontres et parcours de la Ligne historique de Défense de la Ville pendant la guerre d'Espagne.

Le parcours de la Ligne de Défense d'Almansa s'est fait en compagnie de guides portant des uniformes des Brigades Internationales, ajoutant une note historique inhabituelle et sympathique à la découverte des lieux.

Nous avons demandé à Enrique Gil Hernandez, président de l'association Pablo Iglesias, archéologue et auteur d'études sur les fortifications de la côte est pendant la guerre, de nous présenter Almansa, choisie pour être le centre de formation des unités d'artillerie des B.I. et nous reproduisons ci-après ses explications.

Nous le remercions, lui et les autres membres de l'association, pour l'accueil très chaleureux réservé à Bruno Belliot. Son compte-rendu donne envie de poursuivre le contact, pourquoi pas à l'occasion d'un voyage organisé par l'ACER à l'automne 2022...

Almansa (province d'Albacete), ville de gauche, socialiste, de tradition ouvrière depuis la fin du 19^e siècle, au passé industriel, a été pionnière dans le processus de la révolution industrielle espagnole.

Lorsque la guerre civile a éclaté, sa population est restée fidèle à la République, ce qui a été très important dans les premiers moments du conflit quand les rebelles essayaient de contrôler les principales villes du Levant

La République s'étant assurée du contrôle du Levant, la base centrale des B.I. a été installée à Albacete, avec des centres d'organisation, d'administration, de formation et d'instruction des volontaires internationaux. Almansa est devenue une ville importante car elle était située au centre des principales voies de communication entre l'intérieur de l'Espagne et les ports de la Méditerranée. C'était un passage obligé pour tout déplacement de personnes ou de marchandises tout au long de l'Histoire, et en particulier au moment de la guerre pour les communications entre les fronts et l'arrière-garde républicaine, entre les industries de guerre du Levant, les ports de la Méditerranée (Cartagena, Alicante, Denia, Valencia, Sagunto) et la capitale, Madrid.

De plus, Almansa avait, tout au long des siècles



et en particulier depuis la fin au 19^e, une longue et importante tradition militaire : concentration de troupes, champ de manœuvres, surtout en artillerie.

Pour toutes ces raisons, Almansa constituera une ligne de défense très importante afin de protéger le territoire du Levant, les ports et les industries. C'est là qu'une annexe de la base internationale des B.I. d'Albacete a été installée. Cette annexe était destinée à la formation des unités d'artillerie des Brigades internationales avant d'aller sur le front. En deux ans, des centaines, certainement des milliers de volontaires étrangers sont passés dans la ville.

Dans la mémoire collective perdure le souvenir des brigadistes. Les familles se souviennent qu'elles ont hébergé des étrangers, et bien sûr des couples se sont formés, certains d'entre eux n'ont pas duré après le départ des Brigades d'Almansa alors que d'autres poursuivront leur relation et les jeunes femmes choisiront de les suivre dans leur pays.

Les Brigades Internationales se sont constituées à Albacete le 22 octobre 1936, mais quelques jours auparavant, les premiers volontaires étaient déjà arrivés à Almansa.

Dans la ville d'Almansa on conserve de nombreux lieux qui ont accueilli des brigadistes : les endroits où ils étaient hébergés, les casernes, etc., en plus de la ligne de défense proprement dite que les brigadistes ont contribué à construire avec les bataillons espagnols affectés aux fortifications. On conserve également quelques photos et de

nombreux graffitis, signatures de ces étrangers, dans différents édifices de la ville.

L'Association Pablo Iglesias d'Almansa a pour objectif de maintenir vivante la mémoire historique de ce passé récent qui, durant 40 ans de dictature franquiste qui a imposé son « histoire officielle », a été passé sous silence.

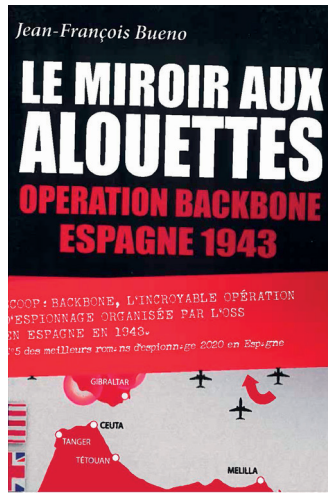
Le mouvement de solidarité internationale des Brigades, c'est l'histoire de la fraternité entre les peuples et les prolétaires du monde et, indépendamment des idéologies, leur engagement pour la défense de la liberté, la démocratie et le républicanisme espagnol est un exemple à transmettre aux générations présentes et futures.

Le legs des B.I. à Almansa est énorme dans la mémoire collective, mais aussi dans le patrimoine et l'histoire locale. Ces volontaires ont fait don de leur jeunesse - et souvent de leur vie - pour le peuple espagnol et le plus grand hommage que nous puissions leur rendre c'est de maintenir vivantes leur histoire et leur mémoire. Entre 1936 et 1938, Almansa fut une ville cosmopolite dans les rues de laquelle de multiples langues résonnaient. Nous voulons protéger le patrimoine, le souvenir des Brigades. Il y a 85 ans, le nom d'Almansa était évoqué dans de nombreux endroits du monde, aujourd'hui, nous voulons que ces personnes anonymes pour l'Histoire cessent de l'être et que l'on entende leur nom et que l'on se souvienne d'eux.

Enrique Gil HERNANDEZ



NOTES DE LECTURE



LE MIROIR AUX ALOUETTES de Jean-François Bueno

Interview de Jean-François Bueno,
le 25 novembre 2021

- Jean-François, ton livre, *Le Miroir aux alouettes*, vient de paraître en France, tu es adhérent de l'ACER et tu as eu la gentillesse de nous confier en avant-première la diffusion de ce roman d'espionnage basé sur des faits réels. Peux-tu en quelques mots nous raconter comment est venue l'envie de raconter cette histoire que l'on peut qualifier de récit fascinant et extraordinaire.

- Je suis né à Oran, en Algérie, dans une famille de communistes espagnols qui avait fui l'Espagne franquiste après la Guerre civile. Mon père, l'un des responsables du Parti Communiste d'Oran, était un homme de petite taille, jovial, apprécié des voisins, toujours prêt à raconter une blague sur Franco. Un homme ordinaire, en somme, ou presque...

Un jour que nous étions allés au cinéma voir *La même verte de gris* dans lequel Eddie Constantine incarnait Lemmy Caution, le fameux agent secret de la CIA, mon père, sur le chemin du retour, me fit d'étranges confidences. D'un air de conspirateur, il me dit : « Moi aussi j'ai été un agent secret. En 43, j'ai même participé à une opération d'espionnage. Avec les Américains et le Parti Communiste, on a préparé un débarquement dans le sud de l'Espagne. Ça aurait dû entraîner la chute de Franco et par la même occasion, on aurait installé un gouvernement démocratique dirigé par les Communistes ».

Le temps passa, il ne revint plus sur ce sujet. Je dois avouer, qu'après de vaines recherches auprès de spécialistes de la Deuxième Guerre mondiale, j'ai fini par penser que mon père, ce soir-là, avait affabulé...

Puis, en mars 2014, j'ai reçu cet appel de la Télévision espagnole, me disant : « Saviez-vous que votre père avait pris part à une opération d'espionnage en 1943 ? Ça vient d'être révélé par la déclassification des dossiers secrets de la Deuxième Guerre mondiale ! ».

Abasourdi, je me postai, penaud, devant sa photo qui ne quitte jamais mon bureau et lui dis « Pardon Papa, si j'ai pu douter de toi ». Voyant qu'il demeurerait silencieux, ce qu'il a tendance à faire depuis qu'il est mort, j'ajoutai « Ne m'en veux pas, je vais l'écrire ton histoire, Papa ! »

Vous pouvez vous procurer ce livre et bien d'autres auprès de l'ACER - email : nicolas.batier@free.fr



1950 – OPÉRATION BOLERO-PAPRIKA. LA TRAQUE AUX ANTIFASCISTES EST OUVERTE de José Fort

José Fort, co-président de l'ACER, journaliste, vient de faire paraître un opuscule. En une courte histoire, José Fort nous replonge dans cet événement peu connu mais terrible en conséquences pour les militants et leur famille.

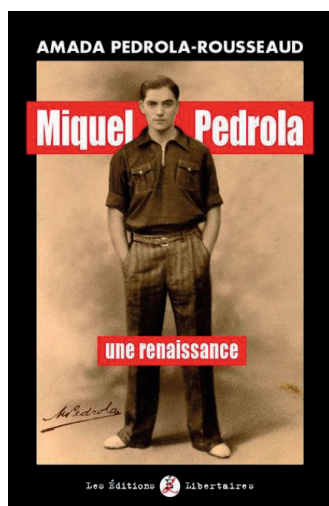
1950, l'unité antifasciste des peuples ne résiste pas à la « guerre froide » lancée par Winston Churchill en 1946 dans son célèbre discours de Fulton. Le monde se divise en blocs. À l'ouest, la chasse aux communistes et aux progressistes est



ouverte. Aux États-Unis, c'est le maccarthysme triomphant. Sous pression américaine, les communistes sont exclus des gouvernements français, italien, belge, autrichien...

En France, véritable base arrière des républicains espagnols, ceux-ci, qui se sont battus dans la Résistance, sont pourchassés. Une campagne de répression de grande ampleur est menée contre les résistants antifascistes espagnols et d'Europe centrale réfugiés en France. Le 6 septembre 1950 est lancée sur ordre du ministre de l'Intérieur et des services l'Opération Boléro-Paprika. Premier visé : l'Hôpital Varsovie de Toulouse, fondé par des guérilleros espagnols.

1950 – Opération Boléro-Paprika. La traque aux antifascistes est ouverte, de José Fort. Editions Helvetius. 3,50€



MIQUEL PEDROLA. UNE RENAISSANCE de Amada Pedrola-Rousseaud

Pour découvrir qui était ce personnage de légende ou cet inconnu, il suffit de lire le formidable livre que vient d'écrire Amada Rousseaud Pedrola.

Mais qui était donc Miquel Pedrola qui fut tué au combat en septembre 1936 au tout début de la guerre d'Espagne ? Puisque quarante ans de nuit franquiste avaient noyé son histoire dans un linceul du côté de Tiers. En 2009, Amada Rousseaud Pedrola découvre par hasard l'Ateneo Republicano du Limousin.

Débute alors pour l'actuelle présidente de cette association, une longue et difficile enquête qui aboutira à une incroyable renaissance de cette mémoire oubliée. Sans rien dévoiler du déroulé des investigations, il faut savoir qu'Amada a

dû commencer par se replonger dans l'histoire familiale des Pedrola et des Valero depuis le retour à la vie de La Barceloneta.

À partir de là, les chapitres qui se succèdent sont captivants car les recherches sont difficiles au coeur de cette Espagne qui n'a toujours pas soldé 40 ans de dictature !

Ensuite Amada revient sur l'arrivée de sa famille en France qui n'a pas beaucoup de sympathie pour ces parias qui ont fui cette Espagne et son Franco la muerte comme le chantait Léo Ferré.

Et pour arranger les choses, les Allemands, ces nazis, amis des fascistes espagnols envahissent la France. Mais les cataclysmes qui s'enchaînent, la Résistance s'organise du côté de Bellac. Quelle époque !

Bien des années plus tard, Amada va reconstituer le dernier combat de son père et de ses compagnons du côté du Molino Palacín à Tiers en Aragon.

Un véritable travail de recherche digne d'un grand historien. Car dans son avant-propos, Amada avait précisé qu'elle était : « (...) la fille d'un père, mort les armes à la main. Il avait vingt ans. Je n'en savais rien, jusqu'à ce que des inconnus m'interpellent à son sujet depuis Barcelone. Maintenant je sais. » C'est dire l'ampleur de la tâche qui l'attendait !

Voilà un livre qui te sort de la torpeur intellectuelle actuelle ! On y trouve tout ce qui fait le plaisir de la lecture. Du très bien écrit, donc de l'agréable. Du passionnant donc de l'histoire. Inconnue, oubliée, négligée, réhabilitée grâce au travail d'Amada !

Et puis Amada va instaurer un émouvant dialogue avec son père, trop tôt disparu, qui accompagne cette minutieuse traversée dans le temps passé. Alors Amada imagine un amour paternel dont elle fut privée par ces massacreurs de vie que furent les fascistes en Espagne puis en France.

Comme tous les livres qui t'interpellent ou te transportent dans des domaines que tu ne connais pas bien, j'ai dévoré le livre d'Amada. Mais j'ai aussi pris le temps de l'apprécier afin de ne pas brusquer le suspense qui entoure la mort de Miguel Pedrola et la reconstitution du puzzle familial dont l'épicentre se trouvait à La Barceloneta ...

C'est aussi l'histoire ordinaire et dramatique d'une famille détruite par la guerre d'Espagne qu'Amada a magnifiquement ciselée du début à la fin de son livre. Elle a aussi découvert des pièces historiques assez incroyables !

Lors de l'exposition des Brigades Internationales à la Chapelle de la Visitation (cela ne s'invente pas) à Limoges, Amada avait eu la gentillesse de me révéler quelques bribes de son drame familial,

et la lecture de son livre a ravivé ce formidable souvenir. Tout à tour, oeuvre littéraire, enquête historique mais aussi sociologique en Espagne puis en France, on accompagne les Pedrola et les Valero de La Barceloneta jusqu'à ce foutu exil sans retour. Et Amada n'oublie jamais de noter toutes les leçons de vie qui ont jalonné ce terrible parcours.

Merci Amada, pour ce joli cadeau que tu as fait à la littérature qui contraste avec l'habituelle «soporifique» savamment marquée !

Marc ETXEBERRIA-LANZ

Miguel Pedrola. Une Renaissance, *de Amada Pedrola-Rousseaud. Editions Libertaires. 15 €*



NOIR D'ESPAGNE de Philippe Huet

Automne 1936. En France, c'est le Front Populaire. Le patronat rêve déjà de revanche.

En Espagne, la guerre est commencée depuis plusieurs mois. Madrid va-t-elle tenir face à l'avancée des troupes franquistes ? Au Havre, le Winnipeg chargé d'armes pour la République attend de prendre la mer.

La première partie met en place les principaux protagonistes : Marcel Bailleul, docker havrais, qui après avoir appris le nom du meurtrier de son père, Victor, cherche à partir en Espagne pour retrouver cet homme et venger son père. Il rejoindra les Brigades Internationales par l'intermédiaire du Parti communiste.

Louis-Albert Fournier, journaliste, envoyé spécial du Populaire en Espagne, rêve d'un destin à la Hemingway. Fernand Gaton, l'ancien responsable

du service d'ordre chez Bréguet, Croix-de-feu, et assassin de Victor. Exfiltré, il retrouvera la «brigade Jeanne d'Arc» !

Tout est en place pour la deuxième partie : l'Espagne. Pour l'un, direction Albacete puis Madrid et les combats de la Cité Universitaire. Pour un autre, le camp franquiste et un bataillon «Jeanne d'Arc» Pour le troisième, Madrid via l'Aragon et une rencontre avec Durruti, et de premiers articles enflammés.

Si le style est rapide et agréable pour ce qui se présente comme un roman noir, social, il faut regretter le choix (politique ?) d'utiliser tous les poncifs anti-communistes : les communistes (Staline) ont pour objectif la liquidation des anarchistes et les membres du POUM, Marty présenté comme le «boucher d'Albacete», un psychopathe, ...

Ce n'est qu'un roman. Chacun choisira. Mais nous sommes loin de la réalité historique.

Fabienne REBERIOUX

Noir d'Espagne *de Philippe Huet. Rivages noirs. 300 pages. 20 €.*

JOSÉPHINE BAKER ET L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE

Parmi tous les hommages rendus à juste titre à Joséphine BAKER, n'oublions pas son soutien à la République espagnole, se manifestant notamment par sa visite en mai 1937 à des enfants réfugiés de Bilbao à Paris à la Maison d'Espagne avec remise de jouets et de friandises, et par ses galas pour les réfugiés républicains espagnols en 1939.



ALMUDENA GRANDES NOUS A QUITTÉS

Tous les lecteurs fidèles et passionnés des œuvres d'Almudena Grandes sont attristés par sa disparition, survenue le 27 novembre 2021, à Madrid où elle était née le 7 mai 1960.

C'était une écrivaine et journaliste espagnole. Son premier roman, *Las Edades de Lulú*, traduit en français sous le titre *Les Vies de Loulou*, (Albin Michel, 1990) a eu un grand succès et en même temps a créé un scandale. Il a obtenu, en 1989, le prix La Sonrisa Vertical (prix de la littérature érotique) et a été adapté au cinéma l'année suivante. Il a été traduit en plus de 20 langues.

D'autres ont suivi. Citons ceux traduits en français :

- *Malena, c'est un nom de tango*, Plon, 1996 et Pocket 2000
- *Atlas de géographie humaine*, Grasset 2000
- *Vents contraires*, Grasset 2003
- *Le cœur glacé*, J-C Lattès 2008



Auxquels il faut ajouter la série *Episodios de una guerra interminable* (Épisodes d'une guerre interminable) : *Inés et la joie*, *Le Lecteur de Jules Verne*, *Les Trois mariages de Manolita*, *Les Patients du docteur Garcia*, *La Madre de Frankenstein* (2020, pas encore traduit) et le livre qu'elle était en train d'écrire : *Mariano en el Bidasoa*.

Signalons que le réalisateur Gerardo Herrero a adapté au cinéma *Malena, c'est un nom de tango* en 1996 puis *Vents contraires* en 2006. L'année suivante, Acuzena Rodriguez mettait en scène *Atlas de géographie humaine*.

Mais Almudena Grandes était aussi une journaliste, chroniqueuse régulière du quotidien *El País* et a souvent participé aux programmes de la radio Cadena SER.

C'était une femme de gauche. Madrid voulait la nommer citoyenne d'honneur. PP, Ciudadanos et Vox s'y sont opposés.

LE 80^E ANNIVERSAIRE DE LA DÉPORTATION DES « INDÉSIRABLES » EN ALGÉRIE

Après avoir été déplacée plusieurs fois en raison de la pandémie de Covid, la commémoration de cet événement a finalement eu lieu le dimanche 26 septembre à Port-Vendres.

Organisée et présidée par Georges Sentis (président de l'ANACR – Pyrénées-Orientales), elle s'est déroulée, en présence d'une centaine de participants, devant les deux plaques commémoratives fixées sur la façade de la Poste de Port-Vendres, face aux quais d'où sont partis les bateaux transportant les prisonniers.

Plusieurs intervenants dont Grégory Marty, maire de Port-Vendres, Georges Sentis, Jean Alvarez (IHS-CGT), Jacky Pugnet (Amicale des vétérans du PCF) et



Gregory Tuban (historien) ont rappelé un épisode sombre et peu connu de notre histoire : le départ pour les camps d'Algérie, entre mars 1941 et août 1942, de ceux qui étaient considérés comme « indésirables ».

Leur nombre est évalué à 1 500 étrangers et 500 Français. Parmi les premiers, beaucoup de Républicains espagnols et d'anciens Brigadistes internationaux originaires d'Europe centrale et orientale. Parmi les seconds, essentiellement des militants syndicaux et communistes.

Après l'hommage rendu, des gerbes ont été déposées par l'ACER, l'ANACR, FFREEE (Fils et Filles de Républicains Espagnols et Enfants de l'Exode), l'ARDIEP (Association des Résistants Déportés, Internés et Emprisonnés Politiques). Ces dépôts ont été accompagnés par *El himno de Riego*, *El Ejercito del Ebro* et *La Marseillaise*.

Puis ont suivi un vin d'honneur et un repas convivial pris à La Voile d'Or, hôtel-restaurant situé de l'autre côté du port.

A 15h30, dans la salle de conférences du res-

taurant et devant un public intéressé, Georges Sentis a présenté le contenu de son dernier livre : *La déportation » des « indésirables » français et étrangers dans les camps d'Algérie (1941-1944) via Port-Vendres*, en vente à cette occasion (*voir ci-dessous sa présentation*).

Il a d'abord voulu rappeler le contexte historique en évoquant la montée de la xénophobie dans les années 30 et la politique de répression anti-ouvrière menée par Daladier et aggravée par le gouvernement de Vichy qui a débouché sur la déportation en Algérie des « indésirables » français et étrangers. Puis il a souligné la rudesse des conditions de vie dans les hauts plateaux du Sahara et les sévices infligés aux détenus par l'encadrement des camps en précisant que leur esprit de résistance n'avait pas été entamé. En effet, dès leur libération en mai 1943, ils œuvrèrent à celle de la France et à l'écrasement du nazisme en s'engageant dans les armées françaises et alliées ou en militant dans les organisations ouvrières et patriotiques de l'Algérie.

Bernard FOUCAULT

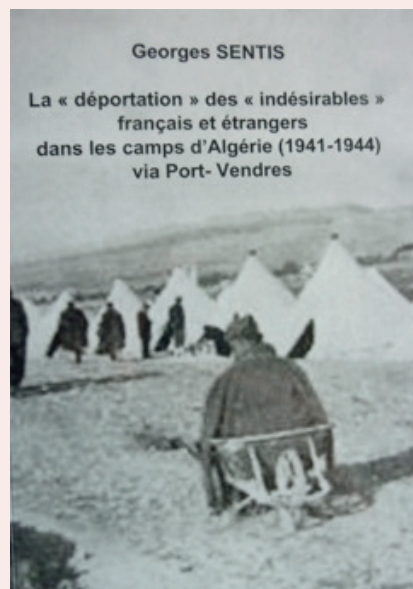
PRÉSENTATION PAR GEORGES SENTIS DE SON LIVRE « LA DÉPORTATION DES INDÉSIRABLES FRANÇAIS ET ÉTRANGERS DANS LES CAMPS D'ALGÉRIE (1941-1944) VIA PORT- VENDRES »

Après être montés en puissance au cours des années 30, l'antisémitisme et la xénophobie culminèrent, en juillet 1942, dans la rafle du Vel d'Hiv.

Une étape méconnue de ce processus fut, en 1941 et 1942, la « déportation » dans le Sud algérien de 500 Français (essentiellement des communistes et des syndicalistes) et de 1 500 étrangers (républicains espagnols et anciens brigadistes internationaux originaires d'Europe centrale et orientale) tous considérés comme des « indésirables », internés administrativement dans des centres de séjour surveillé de la Zone Sud (Saint-Sulpice dans le Tarn, Le Vernet d'Ariège, Argelès-sur-Mer...).

Avant d'embarquer à Port-Vendres dans des cargos moutonniers pour les camps de Djelfa, de Bossuet et de Djenïen Bou Rezg situés aux portes de Sahara, les « déportés » firent halte au camp de Rivesaltes.

A travers témoignages et documents, nous avons retracé, à grands traits, les dures conditions d'internement dans les camps, leur difficile libération au printemps 1943, liée au maintien en place d'une administration pétainiste, leur intégration dans la société algérienne et leur participation au renouveau de la vie syndicale et politique en Afrique-du-Nord.



12 SEPTEMBRE 2021 - HOMMAGE AUX 349 COMBATTANTS PORTUGAIS INTERNÉS AU CAMP DE GURS

L'association Terres de Mémoire(s) et de Luites et le Comité Sousa Mendes sont à l'origine de deux journées d'hommage aux Brigadistes et Républicains espagnols internés au camp de Gurs, et plus particulièrement destinées cette année à mettre en valeur les Brigadistes portugais.

Dorénavant, une stèle rappellera leur combat aux côtés de leurs frères d'armes espagnols soit dans les Brigades Internationales, soit directement dans l'Armée républicaine.

L'ACER, ne pouvant être présente à cette cérémonie, a adressé le message suivant aux organisateurs :

Cette cérémonie est un juste hommage à ces combattants portugais, précurseurs de la lutte armée contre le fascisme international, bannis de leur propre pays, internés avec tant d'autres par des gouvernants français qui se trompaient d'ennemis,



une erreur fatale qui s'est terminée avec la débâcle en 1940, ce qui n'a pas empêché ensuite une collaboration honteuse et cruelle avec l'occupant nazi jusqu'en 1944.

C'est un rappel bienvenu aujourd'hui en Europe de l'engagement internationaliste de milliers de volontaires – hommes et femmes – venus au secours de la République espagnole trahie en 1936 et qui n'ont ménagé pour elle ni leur liberté, ni leur vie pour défendre les idéaux de justice et de paix.

Notre association, qui perpétue en France et avec d'autres associations en Europe et aux USA, le combat de tous ces volontaires dont beaucoup reposent en terre d'Espagne, se félicite de votre initiative mémorielle et de l'appui des gouvernements portugais et espagnol pour faire vivre cette mémoire commune.

Claire ROL-TANGUY,
Secrétaire Générale de l'ACER

VALLEJO-NAGERA, COMMANDANT-PSYCHIATRE DU RÉGIME FRANQUISTE AU SERVICE D'UNE IDÉOLOGIE, SURNOMMÉ LE MENGELE ESPAGNOL

Décembre de 1938. Au monastère de San Pedro de Cardena débute en pleine guerre d'Espagne une expérience validée par Franco dont Vallejo-Nagera a la charge. Pour mener à bien ce projet, il crée un cabinet de recherches psychologiques.

Les recherches portent sur le « psychisme du fanatique marxiste » ou « les causes biopsychiques du marxisme » sur la base de la conviction des franquistes de la nature psychosociale dégénérative et inférieure de l'adversaire. Autres postulats : la pureté raciale, l'infériorité de la femme au service exclusif de la maternité

Il fallait trouver le « gène rouge »... Les conclusions de cette étude confirmaient en effet que l'ennemi républicain était aussi peu respectable qu'il l'avait imaginé : un être dépourvu de sens moral, abruti par un ressentiment historique et universel.

Loin d'être un obscur psychiatre, Vallejo Nagera jouit d'une notoriété professionnelle considérable :

- Il est né à Paredes de Nova (province de Palencia) en 1889 et mort à Madrid en 1960. Il a fait ses études de médecine à Valladolid et son stage à l'asile d'aliénés de cette ville et opte pour la psychiatrie. En 1910, il intègre

l'armée et fait partie des officiers africanistes comme Franco (ce sont des militaires qui ont fait une partie de leur carrière dans l'armée coloniale et certains durant la guerre du Rif)

- En 1917, nommé à la commission militaire de l'Ambassade espagnole à Berlin où il apprend l'allemand, il entre en relation avec de nombreux psychiatres et psychologues allemands et visite des asiles et hôpitaux. En qualité de représentant d'un pays neutre, il participe à la commission d'inspection des camps de prisonniers. La France lui accorde la Croix du Mérite militaire pour son service comme membre de la commission d'un pays neutre auprès des prisonniers.

- Quand la République est proclamée, il est nommé professeur de psychiatrie à l'Académie militaire de médecine. Pendant cette période, il manifeste une pensée réactionnaire en accord avec l'idéologie extrémiste. Sa connaissance de l'allemand l'a rapproché des thèses eugénistes des nazis.

En 1937, il publie un manuscrit intitulé *Eugénisme de l'hispanité et régénération de la race*.

Pour lui, comme pour le Mouvement national, il faut corriger l'environnement social et récupérer les valeurs

de l'hispanité en voie de disparition ; il soutient la thèse d'une mission destructrice de l'hispanité et de la race dont le dernier avatar est l'instauration de la République.

Vallejo-Nagera définit l'adversaire politique, « le rouge », comme un individu mentalement inférieur et dangereux de par sa méchanceté intrinsèque. Son but est entre autres de multiplier les élites et laisser périr les faibles que sont ses adversaires politiques. Il réproue l'eugénisme génétique et ouvre la voie à la répression sous la dénomination d'eugénisme positif.

Dirigeant des services psychiatriques franquistes, il crée le cabinet des investigations psychologiques qui passe pour être une copie de l'Institut allemand qui valorise les idées eugénistes des nazis.

Antonio Vallejo-Nagera veut créer une race sociale qui a comme seules valeurs l'aristocratie, le militarisme, le catholicisme. Pour cela il doit identifier le gène rouge ou marxiste, il considère les rouges marxistes coupables de toute la dégénérescence de la race hispanique.

Recherches sur les brigadistes au camp de concentration de San Pedro de Cardeña

Les prisonniers brigadistes n'ont laissé pratiquement aucun témoignage, ils se souviennent vaguement des officiers allemands qui se déplacent dans le camp, cette présence n'ayant rien d'étrange car les relations et la collaboration à cette époque sont totales aussi bien en termes policiers que militaires.

L'étude est réalisée sur un ensemble de 297 brigadistes : 78 Latino-américains, 72 Nord-américains, 30 Portugais, 41 Anglais et 76 britanniques (32 Canadiens - 17 Ecossais - 14 Irlandais et 3 Gallois). Ce choix de séparer les Anglais des Britanniques et Canadiens est lié à la différence sociale supposée de ces communautés...

Méthode :

- désignation de la figure corporelle et psychologique personnel par des données relatives aux antécédents politiques, religieux et militaires,
- tests divers pour diagnostiquer leur type de réaction comportementale,
- déterminer le coefficient intellectuel d'individus dont l'intelligence est présumée inférieure à la moyenne dans la classe sociale correspondante

Le seul point qui ne pourra être étudié c'est l'environnement familial et professionnel.

Conclusion de la recherche : les intelligences inférieures prédominent, les sujets de l'étude dédaignent l'effort personnel afin de progresser socialement (les marxistes aspirent à l'égalité, d'où la cause de leur infériorité...). Ils doivent leur formation politique à la presse révolutionnaire et tous accumulent toutes sortes d'échecs professionnels et sociaux. Une consolation : aucun n'a échoué sexuellement. La plupart de ces hommes restent fidèles à leurs idées d'où l'on peut en déduire leur fanatisme.

Le diagnostic ainsi posé, la thérapie consiste dans l'endoctrinement religieux et patriotique pour les adultes et pour les enfants, il faut les séparer d'un milieu familial nocif.

Recherches sur les prisonnières politiques du pénitencier de Malaga

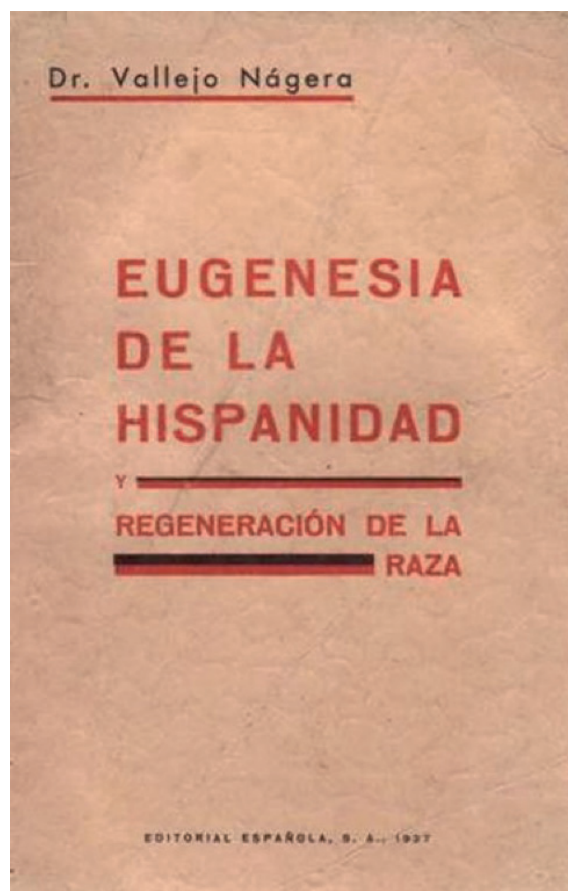
Sur un échantillon de 50 prisonnières, 33 condamnées à mort, 10 à la prison à perpétuité, les autres à des peines de 12 à 20 ans.

Elles sont considérées comme des activistes qui ont agi sans être poussées par la faim ou par conviction mais par ressentiment et frustration sociale. Pourtant des indicateurs déconcertent le psychiatre: une situation économique et familiale suffisante pour la majorité, une capacité intellectuelle au-dessus de la moyenne et une instruction supérieure pour l'époque. Les prisonnières ne sont jamais comptabilisées comme « politiques », mais comme « droit commun ».

En conclusion, Vallejo-Nagera apporte à la dictature une pseudo philosophie de l'infériorité et de la dégénérescence sociale et historique de l'adversaire politique. Pendant les années d'après-guerre il met encore en garde contre les effets nuisibles de l'environnement démocratique sur les enfants et incite à combattre la tendance dégénérative des nouveau-nés élevés dans ce type d'environnement ; il préconise de les isoler dans les centres adaptés des réseaux d'assistance phalangistes ou catholiques

Georges BERTRANT-PUIG

Nota : une partie des notes proviennent de la lecture du livre Les Enfants perdus du franquisme de Ricardo Vinyes, Montse Armengou et Ricard Belis





FÊTE DE L'HUMA 2021

Nous avons participé à une belle Fête de l'Huma qui nous a tous requinqués ; le travail de l'équipe, engagé un peu à l'arraché mais avec une volonté enthousiaste de ne pas rater la dernière fête... à La Courneuve, a été magnifique, dans une ambiance amicale et fraternelle comme toujours. L'équipe de montage/démontage, transport, installation (Claude, Bruno, Nicolas, Georges, Guillaume, Pascal, Solé, Annick, etc...) a été au top sous la houlette du grand ordonnateur en liaison avec les organisateurs de la Fête : Jean-Paul Chantereau.

Nous ne savons pas comment nous aurions pu faire sans Solé et son sens pratique de l'organisation, sa maîtrise du stock de TS, pins, etc...

Pour la librairie, Fabienne/Ni-

colas sont des vrais pros pour la sélection, les commandes, et la gestion !

Enfin, l'aide apportée par les camarades des stands de Montreuil et de Cuba a encore fait la démonstration d'une belle solidarité.

Nous avons eu la visite d'amis fidèles : Philippe Martinez, Laurence Cohen et d'autres encore, de ceux qui viennent chercher le dernier modèle de tee-shirt ou des drapeaux et insignes (Ramon avait fait sa moisson à Madrid), les nouveautés de l'édition, des jeunes qui cherchent à comprendre ce qu'est l'ACER et ce qu'elle représente, et qui parfois décident d'adhérer.

Et puis, nous avons des rencontres stimulantes ! En particulier, nous avons été abordés par les membres du groupe « Le Bri-

gadiste:reconstitution GCE » sur Facebook qui se sont lancés il y a quelques mois dans la reconstitution historique en s'informant, s'équipant pour participer à des reconstitutions historiques de batailles, notamment en Espagne, en tant que brigadistes du Bataillon Commune de Paris.

Le premier contact a été vraiment intéressant, avec une rencontre rapide au stand des Amis de l'Humanité avec Jean-Emmanuel Ducoin, Secrétaire National, pour envisager à la prochaine Fête un événement - à inventer ensemble - autour des Brigades avec cette petite équipe.

Et puis nous étions déjà à la clôture de la Fête que nous imaginions notre future organisation pour tenir le prochain stand à Brétigny-sur-Orge !

Claire ROL-TANGUY



NOUS VOUS INVITONS A VISITER LE SITE INTERNET DE L'ACER

WWW.ACER-AVER.COM



VOUS POUVEZ ÉGALEMENT VOUS RENDRE SUR LE SITE EN CONSTRUCTION

WWW.BRIGADESINTERNATIONALES.FR

**LE DICTIONNAIRE DES VOLONTAIRES FRANÇAIS ET IMMIGRÉS PARTIS DE
FRANCE EN ESPAGNE RÉPUBLICAINE 36-39**

COTISATION 2022

La cotisation de nos adhérents constitue, pour l'essentiel, la ressource financière de l'ACER, une ressource sans laquelle nous ne pourrions mener à bien nos actions et nos projets au service de la mémoire historique. Aussi, n'oubliez pas d'adresser la vôtre avec le bulletin ci-dessous dûment rempli.



BULLETIN D'ADHÉSION

NOM : _____

ADRESSE : _____

COURRIEL : _____

TÉLÉPHONE : _____

COTISATION DE BASE : 26,00 €

MEMBRE BIENFAITEUR : 40,00 €

**RÈGLEMENT PAR CHÈQUE À NOTRE TRÉSORIÈRE : MME SOLEDINA CHANTEREAU
21, RUE GAMBETTA - 95320 SAINT-LEU-LA-FORET
OU PAR VIREMENT BANCAIRE - IBAN FR76 1020 7000 0304 030 6112 808**